

# Sommaire

---

## Actualités du MMAISP

**La Côte d'Ivoire veut s'inspirer du modèle marocain**

Fraternité Matin - mardi 16 juillet 2019

## Fonctionnaires

**Les enseignants-chercheurs : << Nous avons bloqué les notes d'évaluations des étudiants >>**

Notre Voie - mardi 16 juillet 2019

## Société

**Six femmes burkinabè distinguées pour leur leadership**

lefaso.net - lundi 15 juillet 2019

## Politique

**Amadou Gon Coulibaly appelle les expatriés ivoiriens à investir en Côte d'Ivoire**

Fraternité Matin - mardi 16 juillet 2019

**L'Ue apportera son assistance**

Fraternité Matin - mardi 16 juillet 2019

**Voici les 17 membres**

Le Mandat - mardi 16 juillet 2019

**Les exigences de Gbagbo qui bloquent Bédié**

Le Jour Plus - mardi 16 juillet 2019

Accueil dans l'administration publique

## La Côte d'Ivoire veut s'inspirer du modèle marocain



La ministre Raymonde Goudou Coffie (au centre) attend beaucoup de l'expertise marocaine.

directrice des systèmes de gestion et de l'appui à l'éthique, Roxane Kouadio et son équipe représentent la partie ivoirienne dans les séances de travail entre les deux parties dont la restitution se fera le 17 juillet à la ministre Raymonde Goudou.

**MARC YEVOU**

Le chapitre consacré à l'amélioration de l'accueil des usagers dans l'administration publique, tel que contenu dans le mémorandum relatif à la modernisation de l'administration ivoirienne, passe à la phase active. Et ce, dans le cadre de la coopération entre la Côte d'Ivoire et le Maroc. Contrairement à ce qui pourrait paraître banal, les experts de la question indiquent que le dispositif d'accueil des usagers des services publics est la clé d'accès à une administration qui se veut « modèle, moderne, performante et plus proche des usagers ». Or, le constant est que la Côte d'Ivoire manque d'un tel dispositif pour l'orientation des usagers de l'administration publique. La ministre Raymonde Goudou Coffie, pour qui l'émergence de la Côte d'Ivoire ne doit se faire sans la modernisation de l'administration, a décidé de prendre le taureau par les cornes en faisant appel à l'expertise marocaine. C'est dans ce cadre qu'elle a reçu à son cabinet, hier, une délégation marocaine conduite par Hassia Abderrahim. Dont la mission consiste à mettre en place avec des experts locaux, un dispositif d'accueil dans l'administration qui tient compte des réalités ivoiriennes. « J'attends beaucoup de vos travaux pour l'atteinte de nos objectifs », a indiqué la ministre. Qui a toutefois rappelé que l'administration financière ivoirienne fait déjà des efforts dans ce sens, mais il faut lui apporter une dose de professionnalisme. Selon Hassia Abderrahim, un dispositif efficace d'accueil doit passer par certains éléments clés. Il s'agit, entre autres, de la signalétique interne et externe, des espaces d'orientation, de service et de réclamation. L'affichage des procédures administratives et l'accès aux informations des services, « aident à éviter des comportements maladroits, tels que la corruption », dira le spécialiste marocain. La

Ecole Normale Supérieure / Les enseignant-chercheurs de l'Ecole Normale Supérieure (Ens) soutiennent avoir retenu toutes les notes d'évaluation des étudiants de la 1ère et 2ème année depuis le mardi 2 juillet dernier.

## Les enseignants-chercheurs : << Nous avons bloqué les notes d'évaluations des étudiants >>



Sidibé Valy, DG de l'ENS, se défend.

Les enseignant-chercheurs de l'Ecole Normale Supérieure (Ens) soutiennent avoir retenu toutes les notes d'évaluation des étudiants de la 1ère et 2ème année depuis le mardi 2 juillet dernier. Cela, pour exiger une rencontre entre l'inter-syndicale des enseignants chercheurs de l'Ens et le comité de trésorerie de l'établissement pour exiger le paiement des différentes activités pédagogiques et académiques 2017-2018 et 2018-2019. Pour ces enseignants, ils défendent leurs droits les plus élémentaires. «Nous avons pris l'engagement tacite de tout mettre en œuvre pour une année académique 2018-2019 paisible au regard des effets négatifs des perturbations suscitées par la Direction de l'Ens au cours des années antérieures. Chacun de nous a donné le maximum de lui-même pour avoir une année paisible. Nous en voulons pour preuve le financement par nous-mêmes des missions d'encadrement des stages des étudiants de la 2ème année. Nous avons fait et intégré des observations très pertinentes dans le projet de règlement intérieur de l'Ens qui, jusqu'à ce jour, est rangé dans les tiroirs. Nous avons sollicité vainement la couverture des missions d'encadrement et d'inspection par une assurance >>. C'est la déclaration faite conjointement il y a quelques jours, par Dr. Vincent Kissiédu Kacou, secrétaire général de la Cnec- Ens et Dr. Gabriel Tola Tiégnon, secrétaire général du Synares-Ens. Cette déclaration porte également

ceci : «Nous avons sollicité le retour de l'oral d'admission aux concours directs afin de juger la compétence verbale des candidats, en vain. L'université de Vacances (Univac), jadis avec un effectif d'au moins un millier d'auditeurs, est aujourd'hui dans un coma profond malgré nos différentes interpellations. Les maquettes pédagogiques continuent de susciter beaucoup d'interrogations et sont source de polémiques pour ne pas dire de conflits. Le comité de Direction et le comité de Trésorerie de l'Ens sont incapables de procéder au remboursement des frais de mission d'encadrement financés par les enseignants chercheurs eux-mêmes, sur fonds propres, pour sauver le calendrier de l'année académique 2018-2019 qui vient de s'achever. Le comité de Direction et du comité de Trésorerie de l'Ens est incapable de verser aux enseignants chercheurs le reliquat de 34% des Heures Complémentaires (HC) et des indemnités du micro enseignement de l'année académique passée 2017- 2018 , ' de payer les indemnités de correction des examens semestriels de 2018 et de 2019 et des concours directs 2019 2».

**Dr Moussa Keita (Communication Ens) : << Ils verseent dans l'intox >>** La direction générale de l'Ens a réagi hier par la voix du Dr Moussa Kéita, responsable de la Communication. Voici le texte qu'il a fait parvenir par mail en fin d'après-midi. En réponse aux nombreuses accusations des enseignants chercheurs. << L'argument relatif à la rétention des notes est totalement faux. L'année académique est presque à terme. Toutes les notes à 99% sont déjà déposées par les braves enseignants de l'Ens. Le second argument relatif à l'incapacité du comité de Direction et du comité de Trésorerie de l'Ens de verser aux enseignants chercheurs le reliquat de 34% des HC et des indemnités du micro enseignement de l'année académique passée 2017-2018 ; du non-paiement des indemnités de correction des examens semestriels de 2018 et de 2019 et des concours directs 2019 ; est totalement risible. Parce que tous les états financiers sont prêts et signés. Les paiements, si ce n'est déjà fait, commencent les jours qui vont suivre. Les responsables de l'inter- syndicale savent très bien que tous les états financiers des indemnités de correction et de mission sont prêts à être payés. Ils tentent de faire croire à leurs syndiqués, que c'est grâce à l'action énergique de l'intersyndicale que les paiements sont faits.

C'est malheureusement de la récupération d'un processus normal. Tous les états financiers sont fins prêts. Le comité de direction ne s'en cache pas. Et toutes les notes ont été déjà déposées. Aucune menace ne plane sur la fin de l'année académique à l'Ens. Les délibérations auront lieu. La sortie de la 53ème promotion est prévue pour la fin juillet 2019 >>.

**CHARLES BÉDÉ**

Women Meet Up Tunis 2019 / Six femmes burkinabè ont été distinguées au cours de la 1<sup>re</sup> édition du symposium international sur l'entrepreneuriat et le réseautage féminin dénommé « Women Meet Up Tunis 2019 » tenu du 18 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2019 à Tunis, en Tunisie.

## Six femmes burkinabè distinguées pour leur leadership



Six femmes burkinabè ont été distinguées au cours de la 1<sup>re</sup> édition du symposium international sur l'entrepreneuriat et le réseautage féminin dénommé « Women Meet Up Tunis 2019 » tenu du 18 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2019 à Tunis, en Tunisie. Ce symposium a été organisé par la Plateforme mondiale des femmes entrepreneuses (PLAMFE) et le Conseil international des femmes entrepreneurs (CIFE) de Tunisie. Elles étaient cinq femmes à composer la délégation du Burkina Faso à la première édition du symposium Meet Up Tunis 2019 tenu sous le thème « La digitalisation, un levier du développement durable en Afrique ».

Conduite par Dr Marie Madeleine Rouamba, présidente de la section Burkina Faso de la Plateforme mondiale des femmes entrepreneuses (PLAMFE), la délégation burkinabè a pu prendre part, à l'instar des femmes d'autres pays d'Afrique, aux différentes activités qui ont rythmé ce symposium, à savoir des panels, des rencontres B2B, une exposition de produits, une journée culturelle et gastronomique, des masters class, mais également des distinctions pour honorer des femmes qui se sont distinguées dans leur domaine d'activité.

Ainsi, deux membres de PLAMFE Burkina dont la présidente et la secrétaire générale, ainsi que quatre autres lauréates, ont été distinguées pour leur leadership et leurs activités qui impactent positivement l'économie nationale. Il s'agit de Hadja Mamounata Vélegda, opératrice économique ; Diane Kaboré, directrice générale du CHU de Bogodogo ; Sonia Kaboré, présidente de l'association

Saveurs aurores, spécialisée dans l'agroalimentaire et le cosmétique ; et Dominique Toé, présidente de l'Association des femmes vivant avec un handicap moteur, spécialisée également dans l'agroalimentaire.

Le Faso Danfani, meilleur ambassadeur du Burkina Faso

Au cours de ce symposium, la délégation du Burkina Faso a fait sensation lors de la journée culturelle en s'habillant en Faso Danfani. Des tenues traditionnelles qui ne sont pas passées inaperçues et qui ont su vendre l'image du pays aux autres délégations qui prenaient part à ce symposium. Une fierté pour la délégation, mais surtout pour l'ambassadeur du Burkina Faso en Tunisie, Lambert Alexandre Ouédraogo, qui n'a ménagé aucun effort pour accompagner la délégation burkinabè lors de ce Women Meet Up Tunis 2019. « Ce symposium a été une occasion de partage d'expériences Sud-Sud avec la Tunisie et a permis de tisser des liens pour un partenariat à long terme », a indiqué, Dr Marie Madeleine Rouamba, présidente de PLAMFE Burkina.

Le pays invité d'honneur, la Côte d'Ivoire, était lui aussi bien représenté par une forte délégation dont faisait partie la ministre Raymonde Goudou Coffie. Elle a été investie porte-flambeau du Women Caucus For Lobbying, et a reçu le trophée de Femme leader exceptionnelle.

Après ce Women Meet Up Tunis 2019, la PLAMFE Burkina Faso devrait prendre part à la célébration de la Journée internationale de la femme africaine au Sénégal, du 24 au 31 juillet 2019, et à la Journée internationale de la femme rurale au Bénin, du 14 au 21 octobre 2019 avec le Burkina Faso comme pays invité d'honneur. Puis en 2020, ce sera au tour du Burkina Faso d'abriter la célébration de la Journée internationale de la femme.

### **PLAMFE, œuvrer à l'émergence et à l'épanouissement de la femme**

La Plateforme mondiale des femmes entrepreneuses (PLAMFE), section du Burkina Faso, est une organisation féminine membre de la PLAMFE mondiale. Elle réunit des femmes entrepreneuses dans tous les secteurs d'activités sensibles à l'éducation, la formation, au renforcement des capacités et divers apprentissages qui vont assurer leur

autonomisation et développer leur esprit d'entreprise. En clair, il s'agit pour la PLAMFE d'œuvrer à l'émergence et à l'épanouissement de la femme dans tous les secteurs d'activités au Burkina Faso. Pour y adhérer, il suffit d'être une femme ou une association féminine sans distinction de culture, d'ethnie, ni de religion.



Forum de la Diaspora / Le Premier ministre, chef du gouvernement, a présidé hier, la cérémonie d'ouverture de la troisième édition.

## Amadou Gon Coulibaly appelle les expatriés ivoiriens à investir en Côte d'Ivoire



À l'ouverture du forum, le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, avait à ses côtés plusieurs membres du gouvernement. (PHOTO: D.R)

À l'occasion de la troisième édition du forum de la diaspora qui se tient depuis hier, au Sofitel hôtel Ivoire, à Cocody, le premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, a demandé aux expatriés ivoiriens d'investir en Côte d'Ivoire. « Je voudrais, à la suite du Chef de l'état, Alassane Ouattara, lancer, à nouveau, un appel pressant à l'ensemble de la communauté ivoirienne expatriée. La Côte d'Ivoire leur offre, aujourd'hui, un environnement des affaires attractif, déploie des mécanismes d'accompagnement efficaces et leur offre un avenir radieux. Nous sommes persuadés que vous avez désormais la possibilité d'accomplir votre destin en Côte d'Ivoire », a-t-il lancé. Selon le chef du gouvernement qui préside ce forum de deux jours (les 15 et 16 juillet), la Côte d'Ivoire veut relever le défi d'accompagner sa diaspora dans son insertion socio-économique. C'est dans ce cadre que s'inscrit, du reste, la signature de convention portant sur la mise en place des mécanismes d'appui à la création d'entreprises par les Ivoiriens de l'extérieur, séance tenante, entre le directeur général du Fonds de solidarité africain, Amadou Abdoulaye Diallo, et le ministre de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur, Ally Coulibaly, liant ce Fonds à l'état de Côte d'Ivoire. « Nous attendons que des stratégies concrètes et innovantes soient proposées au cours de ce forum par les Ivoiriens de l'extérieur, pour la constitution d'un partenariat solide, capable de leur permettre de s'insérer dans le tissu économique ivoirien », a-t-il affirmé. Le premier ministre, ministre du Budget et du portefeuille de l'état, a aussi salué la contribution financière des expatriés ivoiriens et africains, en général, à l'essor du pays. « La Côte d'Ivoire se situe au 18e rang africain des pays

récepteurs, en passant de 199 millions de dollars US, en 2008, à près de 380 millions de dollars US en 2017. Soit une progression d'environ 91% », a-t-il noté. « Frères de la diaspora, merci pour votre contribution au financement de l'économie ivoirienne », a-t-il poursuivi. Ally Coulibaly a indiqué, pour sa part, que l'objectif de ce forum est de voir comment la Côte d'Ivoire pourrait maximiser les 180 milliards de FCfa qu'elle reçoit par an des transferts de fonds. Car, dira-t-il, seulement 10 milliards de cette somme vont à des projets productifs. « C'est insuffisant », a-t-il ajouté. Il a aussi souligné que le thème retenu pour cette troisième édition est : « 3e forum de la diaspora ivoirienne, talents et investisseurs : le rendez-vous de l'emploi et des opportunités ». Il s'agira, selon lui, pour les participants, de répondre à la question suivante : quelle politique mettre en œuvre pour maximiser ce potentiel de développement ? Autrement dit, quelle approche novatrice faut-il privilégier pour inciter la diaspora ivoirienne à prendre toute sa part dans le développement de la Côte d'Ivoire ? « Certes, le regard sur l'immigration n'a pas fondamentalement changé. Toutefois, dans les institutions internationales, on commence à reconnaître que les transferts d'argent vers l'Afrique, estimés à 70 milliards d'euros annuels, induisent des effets de développement incomparables du continent. Le fait que cette manne est supérieure à l'aide publique au développement est tout un symbole », a-t-il poursuivi. Plusieurs membres du gouvernement et des autorités diplomatiques ont pris part à la cérémonie d'ouverture de ce troisième forum dédié à la diaspora ivoirienne..

**CASIMIR DJÉZOU**

Présidentielle 2020 / En fin de mission en Côte d'Ivoire, les ambassadeurs des Pays-Bas et de la Belgique ont été reçus en audience par le Président Alassane Ouattara

## L'Ue apportera son assistance



Les ambassadeurs des Pays-Bas et de la Belgique ont fait leurs adieux au Président Ouattara tout en réaffirmant l'appui de leurs pays, membres de l'Ue, à la Côte d'Ivoire. PHOTOS: FORD DJORJOR

Le Chef de l'état, Alassane Ouattara, s'est entretenu, hier, avec Robert Van Den Dool, ambassadeur du royaume des Pays-Bas en Côte d'Ivoire, au Palais de la Présidence, à Abidjan-Plateau. Le Président a également reçu en audience le représentant diplomatique du royaume de Belgique, Hugues Chantry. Le diplomate hollandais a été reçu en premier lieu. Au terme de l'audience, il s'est dit heureux de constater que les échéances électorales de 2020 se préparent dans de bonnes conditions. Et a assuré que l'Union européenne apportera son assistance pour qu'elles se déroulent convenablement. Il s'est aussi réjoui des bonnes relations que son pays entretient avec la Côte d'Ivoire. Et s'est dit heureux d'avoir partagé avec le Président ivoirien l'état de santé économique du pays. Il a salué notamment la «grande amélioration du climat des affaires». Il s'est aussi dit persuadé que cette embellie ira de l'avant. L'ambassadeur a salué le retour de la stabilité politique en terre ivoirienne, après la crise qui a secoué le pays. «Le retour à la stabilité a aidé nos deux pays à améliorer notre coopération», a-t-il soutenu. Il est revenu sur le leadership du Président Alassane Ouattara qui va au-delà des frontières ivoiriennes. Après la Côte d'Ivoire, le diplomate a affirmé que sa prochaine destination est le Soudan. Il entend faire profiter à son nouveau pays d'accueil, la forte expérience qu'il a eue sur les bords de la lagune ébrié. L'ambassadeur de la Belgique, Hugues Chantry, a été reçu en seconde position par le Chef de l'état ivoirien. «C'était une rencontre malheureusement d'adieux. Après quatre ans de représentation du Roi des Belges, je suis appelé à Bruxelles», a-t-il affirmé à la fin de l'audience, en assurant que son successeur ne tardera pas à fouler le sol ivoirien, après son départ. «Avec le Président de la République, nous avons parlé essentiellement d'économie et du développement remarquable de la Côte d'Ivoire, au cours de ces dernières années», a-t-il ajouté, en ayant «bon espoir que les entreprises belges y participeront davantage». Sur l'état de la coopération entre la Belgique et la Côte d'Ivoire, il a fait savoir que «le bilan est assez flatteur». Il explique à cet effet que «les échanges entre les deux pays se sont intensifiés». De sorte que, révèle le diplomate, le nombre des entreprises belges qui

investissent en Côte d'Ivoire a augmenté. Il s'est réjoui également du fait que les deux aient entamé une coopération militaire, il y a deux ans. Il a révélé à ce titre que des officiers militaires sont formés à l'école royale militaire de la Belgique. En termes de perspective, l'ambassadeur a annoncé l'ouverture de la Banque de développement belge en Côte d'Ivoire. Le bureau qui sera ouvert à Abidjan sera la représentation en Afrique de cet établissement financier. « Nous avons également des programmes de formation dans le domaine du diamant» dans le but d'aider des spécialistes ivoiriens à mieux exporter cette pierre, a-t-il indiqué..

**MARCEL APPENA**

## Directoire du RHDP

# Voici les 17 membres



Amadou Gon, le président du Directoire. (Ph : DR)

### LE PRESIDENT DECISION N°11/PP/CAB PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU DIRECTOIRE DU RHDP

Vu la Constitution; Vu la loi N° 93-668 du 9 août 1993 relative aux partis et groupements politiques; Vu le décret n°99-511 du 11 août 1999 fixant les modalités d'application de la loi n° 93-668 du 9 août 1993 relative aux partis et groupements politiques; Vu le procès-verbal de l'Assemblée Générale Constitutive du RHDP du 16 juillet 2018;

Vu le récépissé de déclaration n° 637/MIS/DGAT/DAG/SDVA du 20 juillet 2018;

Vu les Statuts du RHDP entérinés par le Congrès Ordinaire du 26 janvier 2019 pris en leurs articles 20.1.4 et 48;

### DECIDE

Article 1 : Sont nommés Membres du Directoire du «Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix» en abrégé «RHDP»; les personnes dont les noms suivent : Le Président: Mr Amadou Gon COULIBALY

### Les membres

1. Mr Abdallah Albert MABRI TOIKEUSSE
2. Mr Hamed BAKAYOKO
3. Mr Patrick ACHI
4. Mr Marcel AMON-TANOH
5. Mme Kandia KAMISSOKO CAMARA
6. Mr Kobenan Kouassi ADJOUANI

7. Mr Ibrahim CISSE BACONGO

8. Mr Adama BICTOGO

9. Mr Alain Richard DONWAHI

10. Mme Nialé KABA

11. Mr Paulin Claude DANHO

12. Mr Amédé KOFFI KOUAKOU

13. Mme Anne Désirée OULOTO

14. Mme Raymonde GOUDOU COFFIE

15. Mme Clarisse MAHI

16. Mr Justin N'Goran KOFFI

Article 2 : La présente décision prend effet à compter de sa date de signature et sera diffusée partout où besoin sera.

Fait à Abidjan, le 11 juillet 2019

**Alassane OUATTARA**

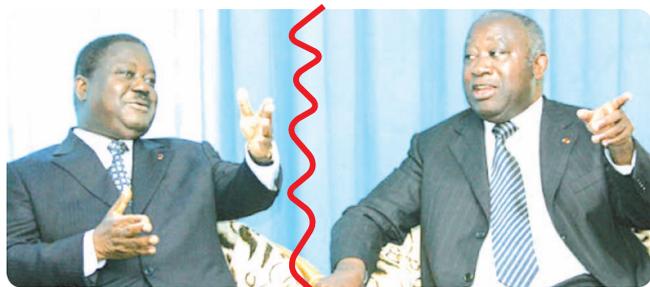


Projet de plateforme de l'opposition / Henri Konan Bédié, 85 ans, président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire – Rassemblement démocratique de Côte d'Ivoire (PdcI-Rda) est à Paris depuis plusieurs jours.

## Les exigences de Gbagbo qui bloquent Bédié

Projet de plateforme de l'opposition

### **Voici les exigences de Gbagbo qui bloquent Bédié**



**Henri Konan Bédié, 85 ans, président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire – Rassemblement démocratique de Côte d'Ivoire (PdcI-Rda) est à Paris depuis plusieurs jours. L'ancien chef de l'Etat a annoncé une rencontre avec Laurent Gbagbo en liberté sous conditions à Bruxelles. Mais cette rencontre annoncée à cor et à cri tarde à avoir lieu.**

Présent dans la capitale française depuis le 2 juillet 2019, Henri Konan Bédié fait face à un sérieux dilemme. En plus de ses contraintes médicales, le "Bouddha" de Daoukro est confronté à une situation ardue. Bédié devrait, comme annoncé, rencontrer dans la première semaine de juillet Laurent Gbagbo l'ancien homme fort d'Abidjan, en liberté sous conditions dans la capitale belge. Mais, la troisième semaine est en train d'être épuisée sans que cette rencontre n'ait eu lieu. Ce qui coince selon nos informations, c'est la volonté du président Henri Konan Bédié d'associer à la future alliance (Front populaire ivoirien (Fpi)- PdcI-Rda), l'ex-président de l'Assemblée nationale Guillaume Kigbafori Soro. Cette volonté du vieux ne rencontre pas l'adhésion de Gbagbo qui ne veut pas voir l'ex-chef de guerre. Il ne veut pas non plus l'adjoindre à un

plan pour l'élection présidentielle d'octobre prochain. Nos sources indiquent que l'ancien chef de l'Etat, Laurent Gbagbo, n'a plus confiance en Soro qu'il considère désormais comme quelqu'un qui ne dit pas la vérité comme un "arracheur de dent". Un homme pas digne de confiance qui roule les gens dans la farine.

**Gbagbo ne veut pas de la plateforme de Bédié** Autre difficulté pour N'zuéba dans la capitale française, c'est que Gbagbo ne rêve pas d'une plateforme électorale ; d'un groupement circonstanciel. Le natif de Mama ne veut pas se mettre ensemble avec Bédié pour des fins électorales. Laurent Gbagbo veut faire de la réconciliation nationale sa priorité, avant les élections de 2020. Autrement dit, sans réconciliation et tant que les conditions d'élections qu'il souhaite ne seront pas réunies, il n'engagera pas son parti, le Fpi à l'élection présidentielle de 2020. Ce qui n'est pas le cas du président Henri Konan Bédié et son nouveau poulain Guillaume Soro pour qui l'élection présidentielle de 2020 est une obsession. Dans son appartement du 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Bédié cherche désespérément à convaincre Gbagbo sur son affaire. À 86 ans en 2020, le Sphinx de Daoukro rêve chaque matin en se rasant la barbe de son retour à la tête de l'État. Il n'a en tout cas jamais caché ses envies de revanche après sa chute de la présidence de la République, à cause du coup de force militaire. Le vieux nourrit rancœur et rumine visiblement vengeance. Il croit à avec une foi de pape à son affaire. Mais, la volonté seule suffit-elle à Bédié pour redevenir président de la République ? A priori et postériori non. Il faut au vieux un peu plus d'ingrédients que ni son âge trop avancé ni sa vision politique ne pourront obtenir de sitôt. Ou peut-être même jamais.

**Y. COULIBALY**